

Nation Micmac de Gespeg
États financiers consolidés
au 31 mars 2019

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
États financiers	
Résultats et excédent accumulé lié aux activités consolidés	5
Variation de la dette nette consolidée	6
Flux de trésorerie consolidés	7
Situation financière consolidée	8
Notes complémentaires	9 - 21
Annexes consolidées	22 - 92

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil de bande de
Nation Micmac de Gespeg

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
9 - 1, rue Adams
Gaspé (Québec)
G4X 1E5

T 418 368-5576

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Nation Micmac de Gespeg, qui comprennent l'état de la situation financière consolidée au 31 mars 2019 et les états consolidés des résultats et excédent accumulé lié aux activités, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les annexes.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Nation au 31 mars 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Nation ne présente pas une comparaison des résultats de l'exercice et de la variation de la dette nette avec les montants budgétés, l'administration n'ayant pas adopté de budget. Cette situation constitue une dérogation aux recommandations du chapitre SP1021 "Présentation des états financiers", du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

De plus, en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, les actifs incorporels doivent être comptabilisés en charge. La Nation possède des quotas de pêche, un actif incorporel, qu'elle présente dans son état consolidé de la situation financière, car elle est d'avis que cet actif incorporel lié à certaines de ses activités commerciales représente un actif pour la Nation compte tenu de sa valeur marchande supérieure à sa valeur comptable. Cette présentation n'est pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Si cet actif incorporel avait été comptabilisé selon les exigences des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, l'actif et l'excédent accumulé auraient été diminués de 4 681 000 \$ respectivement.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Nation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Nation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Nation ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Nation.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Nation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Nation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Nation à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Gaspé

Le 3 juillet 2019

Nation Micmac de Gespeg**Résultats et excédent accumulé lié aux activités consolidés**

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

	2019	2018
	\$	\$
Produits		
Services aux Autochtones Canada	1 222 941	973 480
Secrétariat aux affaires autochtones	152 223	84 000
Autres subventions	1 288 376	936 807
Revenus d'activités commerciales	3 502 176	5 854 944
Revenus de frais d'administration	522 223	676 086
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles		11 500
Autres produits	1 863 208	415 804
	<u>8 551 147</u>	<u>8 952 621</u>
Charges		
Administration de la bande	1 728 119	1 724 362
Education	675 006	559 657
Développement économique	249 790	129 318
Santé	106 754	91 592
Programmes d'emploi	327 481	247 511
Tourisme et culture	737 748	841 085
Foresterie	403 668	267 705
Pêche	2 839 111	3 246 999
Services communautaires	32 346	35 090
Service de la dette	119 167	50 228
Amortissement des immobilisations corporelles	631 391	590 995
	<u>7 850 581</u>	<u>7 784 542</u>
Excédent lié aux activités de l'exercice	700 566	1 168 079
Excédent accumulé lié aux activités consolidés au début	10 492 543	9 324 464
Excédent accumulé lié aux activités consolidés à la fin	<u>11 193 109</u>	<u>10 492 543</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Micmac de Gespeg
Variation de la dette nette consolidée
pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

	2019	2018
	\$	\$
Excédent lié aux activités de l'exercice	700 566	1 168 079
Acquisition d'immobilisations corporelles	(606 117)	(315 753)
Amortissement des immobilisations corporelles	631 391	590 995
Produit de cession d'immobilisations corporelles		11 500
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles		(11 500)
	25 274	275 242
Utilisation des charges payées d'avance	70 094	40 893
Augmentation de la dette nette	795 934	1 484 214
Dette nette au début	(1 819 775)	(3 303 989)
Dette nette à la fin	(1 023 841)	(1 819 775)

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Micmac de Gespeg
Flux de trésorerie consolidés

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

	2019	2018
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent lié aux activités de l'exercice	700 566	1 168 079
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	631 391	590 995
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles		(11 500)
	<u>1 331 957</u>	<u>1 747 574</u>
Variation nette d'éléments d'actif et du passif (note 3)	<u>(472 030)</u>	<u>107 758</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement (a)	<u>859 927</u>	<u>1 855 332</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(606 117)	(315 753)
Produit de cession d'immobilisations corporelles		11 500
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(606 117)</u>	<u>(304 253)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt à long terme		233 846
Remboursement d'emprunts à long terme	(137 437)	(116 364)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(137 437)</u>	<u>117 482</u>
Augmentation nette de l'encaisse	116 373	1 668 561
Encaisse au début	<u>2 140 043</u>	<u>471 482</u>
Encaisse à la fin	<u><u>2 256 416</u></u>	<u><u>2 140 043</u></u>

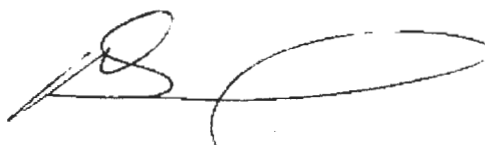
(a) Les intérêts encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 80 701 \$ (5 290 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2018). Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 119 167 \$ (50 228 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2018).

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Micmac de Gespeg
Situation financière consolidée
 au 31 mars 2019

	2019	2018
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	2 256 416	2 140 043
Débiteurs (note 4)	1 219 619	758 620
Subvention à recevoir - Secrétariat aux affaires autochtones	1 486 576	1 506 766
	<u>4 962 611</u>	<u>4 405 429</u>
PASSIFS		
Créditeurs (note 5)	1 177 432	1 258 557
Revenus reportés	50 666	50 666
Passif au titre des paiements de transfert (note 6)	1 486 576	1 506 766
Dette à long terme (note 7)	3 271 778	3 409 215
	<u>5 986 452</u>	<u>6 225 204</u>
DETTE NETTE	<u>(1 023 841)</u>	<u>(1 819 775)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	88 483	158 577
Immobilisations corporelles (note 8)	7 447 467	7 472 741
Quotas de pêche (note 9)	4 681 000	4 681 000
	<u>12 216 950</u>	<u>12 312 318</u>
EXCÉDENT ACCUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS	<u>11 193 109</u>	<u>10 492 543</u>

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.



Nation Micmac de Gespeg

Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Nation Micmac de Gespeg existe en vertu de la Loi sur les Indiens sans être constituée en société par actions. Ses activités sont gérées par un conseil qui, considéré comme un gouvernement local, est composé d'un chef et d'au moins cinq conseillers dans le but d'administrer les avoirs de la Nation dans le meilleur intérêt de la communauté.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés de la Nation, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les produits et les charges de la Nation. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les produits et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Le périmètre comptable comprend l'organisme suivant dans la proportion indiquée:

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>
Organisme de développement économique et communautaire Mic-Mac de Gaspé inc.	100%

Les résultats de cet organisme sont présentés à même les résultats en annexe sous la mention «Soutien de bande - administration».

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés, le conseil doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés, les notes y afférentes et les annexes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que le conseil possède des événements en cours et sur les mesures qu'il pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Paiements de transfert

Les paiements de transfert sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont autorisés et que la Nation a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, l'apport est constaté à titre de passif au poste Passif au titre des paiements de transfert.

Produits de la pêche

Les produits de la pêche sont constatés au moment où le débarquement est effectué et accepté par l'usine acheteuse.

Nation Micmac de Gespeg

Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Produits d'entente de services

En ce qui a trait aux produits d'entente de service, ils sont constatés uniquement après que le client a accepté les biens ou les services puisque l'acceptation du client est considérée comme une condition essentielle.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

La Nation comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Nation sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

La Nation détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, l'annulation de toute réévaluation nette est présentée dans l'état des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Nation sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles et quotas de pêche

Les immobilisations corporelles et les quotas de pêche sont comptabilisés au coût. Lorsque la Nation reçoit des contributions sous forme d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de la contribution.

- Amortissement :

Les immobilisations corporelles sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes:

	Périodes
Bâtiments	30 ans
Améliorations locatives	3 ans
Équipement de pêche	10 ans
Matériel roulant	15 ans
Équipement	15 ans
Bateaux	15 ans

Nation Micmac de Gespeg

Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- Réduction de valeur:

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Nation de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

- Quotas de pêche

Les quotas de pêche non amortissables doivent être soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait excéder sa juste valeur. Lorsque la valeur comptable des quotas de pêche non amortissables excède sa juste valeur, une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent doit être comptabilisée.

3 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Débiteurs	(460 999)	(134 415)
Subvention à recevoir - Secrétariat aux affaires autochtones	20 190	
Créditeurs	(81 125)	201 280
Revenus reportés		
Passif au titre des paiements de transfert	(20 190)	
Frais payés d'avance	70 094	40 893
	<u>(472 030)</u>	<u>107 758</u>

4 - DÉBITEURS

	2019	2018
	\$	\$
Recouvrement de dépenses à recevoir	70 456	73 967
Taxes à la consommation à recevoir	77 142	27 394
Dépôt de garantie	45 000	20 000
Paiements de transfert à recevoir		
Gouvernement fédéral	823 554	370 518
Gouvernement provincial	82 288	172 291
Autres organismes	121 179	94 450
	<u>1 219 619</u>	<u>758 620</u>

Nation Micmac de Gespeg

Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

5 - CRÉDITEURS

	2019	2018
	\$	\$
Comptes fournisseurs	1 107 403	1 173 607
Salaires et vacances à payer	44 591	52 747
Charges sociales à payer	25 438	32 203
	<u>1 177 432</u>	<u>1 258 557</u>

6 - PASSIF AU TITRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT

Les paiements de transfert proviennent du Secrétariat aux affaires autochtones et sont destinés exclusivement au paiement de l'emprunt à long terme ayant financé la construction du nouveau bâtiment administratif. Le solde est égal à l'emprunt correspondant.

7- DETTE À LONG TERME

	2019	2018
	\$	\$
Emprunt, garanti par un terrain et bâtiment dont la valeur comptable nette est de 5 090 767 \$ au 31 mars 2019, taux d'intérêt 2,6 %, remboursable par versements mensuels de 13 883 \$, capital et intérêts, échéant en mai 2035	1 785 202	1 902 449
Emprunt, garanti par une subvention du Secrétariat aux affaires autochtones, taux d'intérêt 4,95 %, remboursable par versements semestriels de 69 622 \$, capital et intérêts, échéant en mai 2035. Les paiements de capital et d'intérêts sont directement payés par le Secrétariat aux affaires autochtones	1 486 576	1 506 766
	<u>3 271 778</u>	<u>3 409 215</u>

Les versements sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 177 273 \$ en 2020, 178 676 \$ en 2021, 184 095 \$ en 2022, 189 686 \$ en 2023 et 189 686 \$ en 2024.

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

8 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2019		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Terrains	22 925		22 925
Bâtiments	6 555 248	1 146 402	5 408 846
Améliorations locatives	9 638	9 638	
Équipement de pêche	1 597 119	1 142 910	454 209
Matériel roulant	556 262	253 182	303 080
Équipement	406 254	261 117	145 137
Bateaux	3 936 642	2 823 372	1 113 270
	<u>13 084 088</u>	<u>5 636 621</u>	<u>7 447 467</u>

	2018		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Terrains	22 925		22 925
Bâtiments	6 593 367	927 893	5 665 474
Améliorations locatives	9 638	9 638	
Équipement de pêche	1 617 466	1 094 870	522 596
Matériel roulant	474 569	216 098	258 471
Équipement	329 176	246 301	82 875
Bateaux	3 481 329	2 560 929	920 400
	<u>12 528 470</u>	<u>5 055 729</u>	<u>7 472 741</u>

9 - QUOTAS DE PÊCHE

Les droits de pêche (crabe, homard et crevette) ont été accordés par le ministère Pêches et Océans Canada sans considération monétaire.

10 - EMPRUNT BANCAIRE

Les créances sont affectées à la garantie de l'emprunt bancaire. L'emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 50 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 4 % (7,95 %, 7,2 % au 31 mars 2018) et est renégociable le 30 septembre 2019.

Nation Micmac de Gespeg

Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

11 - FONDS EN FIDUCIE

La Nation possède un fonds en fiducie géré par le ministère des Services aux Autochtones Canada qui n'est pas présenté aux états financiers. Ce fonds a généré des intérêts de 515 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2019 (461 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2018) et montre un solde de 22 687 \$ au 31 mars 2019 (22 172 \$ au 31 mars 2018).

12 - RAPPROCHEMENT DES FONDS DES SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA

	2019 \$
Revenus des Services aux Autochtones Canada selon les états financiers	1 222 941
Revenus 2016-2017 # NGBL-001	(6 667)
Trop versé # NTE7-003	1 725
Revenus des programmes Santé Canada	71 405
	<u>1 289 404</u>
Revenus selon la confirmation de financement	<u>1 289 404</u>

13 - ENGAGEMENT

La Nation s'est engagée, d'après un contrat de location échéant en décembre 2022, à verser une somme de 23 942 \$ pour un photocopieur. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 8 706 \$ en 2020 et 2021, et à 6 530 \$ en 2022.

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Nation est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, d'investissement en immobilisations et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Nation.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que la Nation utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la Nation est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Nation Micmac de Gespeg

Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

La Nation est exposée au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. La Nation a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les recouvrements de dépenses et les paiements de transfert à recevoir, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour la Nation.

Le solde des paiements de transfert à recevoir est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Nation aux créances douteuses n'est pas importante.

La valeur comptable à l'état de la situation financière des actifs financiers de la Nation exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Nation est exposée. Le tableau ci-dessous résume l'exposition de la Nation au risque de crédit :

	2019	2018
	\$	\$
Encaisse	2 256 416	2 140 043
Recouvrement de dépenses à recevoir	70 456	73 967
Dépôt de garantie	45 000	20 000
Paiements de transfert à recevoir	1 027 021	637 259
Subvention à recevoir - Secrétariat aux affaires autochtones	1 486 576	1 506 766
	<u>4 885 469</u>	<u>4 378 035</u>

La direction de la Nation estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits ci-dessus, qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est bonne à la date des états financiers.

Aucun actif financier de la Nation n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 mars 2019 et 2018 et aucun actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers.

Risque de marché

Les instruments financiers de la Nation l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt :

- Risque de taux d'intérêt :

La Nation est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixe et expose donc la Nation au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Nation Micmac de Gespeg

Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Nation est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La Nation est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Nation dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Nation établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 mars 2019, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) de la Nation se détaillent comme suit :

	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$
Comptes fournisseurs	1 107 403			
Salaires et charges sociales à payer	70 029			
Dette à long terme		177 273	178 676	2 915 829
	1 177 432	177 273	178 676	2 915 829

15 - ÉVENTUALITÉ

La Nation fait l'objet de réclamation d'un montant de 42 875 \$ pour les frais liés à une mise à pied injustifiée et les remboursements de frais de déménagement.

De plus, La Nation est visée par une demande de remboursement des banques de temps accumulés et de vacances non versées à une ex-employée pour des montants totalisant 15 120 \$ et 22 000 \$.

Le conseil de bande est d'avis que ces poursuites sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

14 - INFORMATION SECTORIELLE

	Administration de la bande		Éducation	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Services aux Autochtones Canada	380 483	190 801	581 752	489 530
Secrétariat aux affaires autochtones		12 750		
Revenus d'activités commerciales				
Autres produits	1 052 668	730 907	80 685	124 874
	<u>1 433 151</u>	<u>934 458</u>	<u>662 437</u>	<u>614 404</u>
Charges				
Salaires et charges sociales	237 754	404 492	46 514	52 186
Amortissement des immobilisations corporelles	195 108	196 689		
Autres charges	1 609 532	1 370 098	628 492	507 471
	<u>2 042 394</u>	<u>1 971 279</u>	<u>675 006</u>	<u>559 657</u>
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	<u>(609 243)</u>	<u>(1 036 821)</u>	<u>(12 569)</u>	<u>54 747</u>

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Développement économique		Santé	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Services aux Autochtones Canada	50 000	50 000		
Secrétariat aux affaires autochtones	44 250	44 250		
Revenus d'activités commerciales				
Autres produits	155 540	44 250	106 358	91 592
	<u>249 790</u>	<u>138 500</u>	<u>106 358</u>	<u>91 592</u>
Charges				
Salaires et charges sociales	60 598	40 215	36 075	38 763
Amortissement des immobilisations corporelles	621	621		
Autres charges	189 192	89 103	70 679	52 829
	<u>250 411</u>	<u>129 939</u>	<u>106 754</u>	<u>91 592</u>
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	<u>(621)</u>	<u>8 561</u>	<u>(396)</u>	

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Programmes d'emploi		Tourisme et culture	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Services aux Autochtones Canada			142 962	243 149
Secrétariat aux affaires autochtones				27 000
Revenus d'activités commerciales			185 592	137 743
Autres produits	327 481	247 511	132 499	257 817
	<u>327 481</u>	<u>247 511</u>	<u>461 053</u>	<u>665 709</u>
Charges				
Salaires et charges sociales	26 150	30 571	411 254	368 403
Amortissement des immobilisations corporelles			35 905	31 780
Autres charges	301 331	216 940	326 494	472 682
	<u>327 481</u>	<u>247 511</u>	<u>773 653</u>	<u>872 865</u>
Déficit lié aux activités de l'exercice			<u>(312 600)</u>	<u>(207 156)</u>

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Foresterie		Pêche	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Services aux Autochtones Canada	44 704		23 040	
Secrétariat aux affaires autochtones	40 982		66 991	
Revenus d'activités commerciales	58 563	71 671	3 258 021	5 645 530
Autres produits	313 622	258 544	1 473 004	255 211
	<u>457 871</u>	<u>330 215</u>	<u>4 821 056</u>	<u>5 900 741</u>
Charges				
Salaires et charges sociales	208 560	209 505	1 400 362	1 728 913
Amortissement des immobilisations corporelles	38 084	29 178	361 673	332 727
Autres charges	195 108	58 200	1 438 749	1 518 086
	<u>441 752</u>	<u>296 883</u>	<u>3 200 784</u>	<u>3 579 726</u>
Excédent lié aux activités de l'exercice	<u>16 119</u>	<u>33 332</u>	<u>1 620 272</u>	<u>2 321 015</u>

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Services communautaires		Total	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Services aux Autochtones Canada			1 222 941	973 480
Secrétariat aux affaires autochtones			152 223	84 000
Revenus d'activités commerciales			3 502 176	5 854 944
Autres produits	31 950	29 491	3 673 807	2 040 197
	<u>31 950</u>	<u>29 491</u>	<u>8 551 147</u>	<u>8 952 621</u>
Charges				
Salaires et charges sociales	26 919	27 397	2 454 186	2 900 445
Amortissement des immobilisations corporelles			631 391	590 995
Autres charges	5 427	7 693	4 765 004	4 293 102
	<u>32 346</u>	<u>35 090</u>	<u>7 850 581</u>	<u>7 784 542</u>
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	<u>(396)</u>	<u>(5 599)</u>	<u>700 566</u>	<u>1 168 079</u>

Nation Micmac de Gespeg
Annexe - résultats par projets consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

	Excédent (déficit) accumulé au début	Revenus	Dépenses	Excédent (déficit) 2019	Excédent (déficit) accumulé à la fin
	\$	\$	\$	\$	\$
Effectif de bande - administration de l'inscription des Indiens	(46 187)	6 022	6 022		(46 187)
Soutien de bande - administration	(4 438 086)	1 194 696	1 931 381	(736 685)	(5 174 771)
Projet adjoint exécutif		47 433	47 433		
Projet éolien	50 000	1 000	5 409	(4 409)	45 591
Projet S3		10 000		10 000	10 000
Code électoral		50 000	36 773	13 227	13 227
Révision code d'appartenance		40 000	2 221	37 779	37 779
Formation aux élus et administrateurs		84 000	13 155	70 845	70 845
Éducation postsecondaire	14 069	581 752	595 821	(14 069)	
Fonds d'éducation		16 448	16 448		
Nouveau sentier en éducation		7 750	7 750		
Administration éducation	31 324	48 996	48 996		31 324
Science et technologie	(145)	4 185	4 185		(145)
Emploi Canada et création d'emploi - Emploi jeunesse	(3 927)	1 806	1 806		(3 927)
Jeunes en action		1 500		1 500	1 500
Programme du développement économique des collectivités	(37 533)	50 000	50 000		(37 533)
Agente de développement économique	(17 125)	88 500	89 121	(621)	(17 746)
Programme de développement économique Québec		111 290	111 290		
Alcoolisation fœtal		7 215	7 215		
Diabète	6 664	40 831	41 177	(346)	6 318
Lutte au tabagisme		6 122	6 122		
Projet VIH	293	12 237	12 237		293
Coordonnateur en santé		34 953	34 953		
Principe Jordan		5 000	5 050	(50)	(50)
FRC		166 457	166 457		
FRC jeunesse		25 593	25 593		
FAE	(393)	135 431	135 431		(393)
Bâtiments communautaires	(1 789 112)	174 022	493 860	(319 838)	(2 108 950)
Langue et culture		10 000	10 000		
Agent de communication	(335)	67 228	67 228		(335)
Salle communautaire	(1 100)	5 875	1 797	4 078	2 978
Comité de la salle	(8 353)	11 187	15 775	(4 588)	(12 941)
Langue autochtone nouveau budget		5 327	5 327		
Pro-format érablière	17 706	896	18 602	(17 706)	
Projet Parcs Canada		40 315	40 315		
Développement du site d'interprétation		75 000	75 002	(2)	(2)
Centre éducatif et culturel	5 319	55 000	24 016	30 984	36 303
Amélioration et rénovation du site	71 637				71 637
Démarche de maillage en tourisme demark		16 203	11 044	5 159	5 159

Nation Micmac de Gespeg
Annexe - résultats par projets consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2019

	Excédent (déficit) accumulé au début	Revenus	Dépenses	Excédent (déficit) 2019	Excédent (déficit) accumulé à la fin
	\$	\$	\$	\$	\$
Équipements de cuisine			10 687	(10 687)	(10 687)
Mise en valeur des ressources (Volet I)	(14 065)	75 000	75 609	(609)	(14 674)
Mise en valeur des ressources (Volet II)	70 349		70 349	(70 349)	
Porteur forestier	57 300	155 632	134 221	21 411	78 711
Programme création d'emploi	16 376	98 953	99 422	(469)	15 907
Projet Joint Research	28 706	44 704	60 262	(15 558)	13 148
Processeur industriel bois de chauffage		83 582	1 889	81 693	81 693
Pêche - Calypso Gespeg I	1 455 632	908 787	828 711	80 076	1 535 708
Pêche - Concombre de mer	417 575	268 096	189 503	78 593	496 168
Projet Initiative des pêches commerciales intégrées de l'Atlantique (IPCIA # 4)	380 648	481 167	160 863	320 304	700 952
Pêche - Gespeg VI	(137 533)	214 845	121 577	93 268	(44 265)
Projet SRAPA	60 491	52 000	53 045	(1 045)	59 446
Pêche - Petit crabe	37 544	4 211	3 453	758	38 302
Pêche - Francis Gespeg	6 579 334	1 534 683	953 681	581 002	7 160 336
Pêche - Gespeg III	(38 447)	226 408	133 593	92 815	54 368
Pêche - Sol-Del-Mar	133 777	53 301	11 704	41 597	175 374
Pêche - Gespeg V	(74 735)	215 287	129 724	85 563	10 828
Pêche - Anticosti	298 316	699 488	582 580	116 908	415 224
Modernisation des homardiers	(48 626)	133 983	3 550	130 433	81 807
Projet IPS maritime évaluation terrain		28 800	28 800		
S.O.S. Bats	(5 599)	31 950	32 346	(396)	(5 995)
Ensemble des projets fermés	524 895				524 895
Excédent accumulé de fonctionnement	3 596 654	8 551 147	7 850 581	700 566	4 297 220